



Rennes, le 17 mai 2018

LETTRE OUVERTE AUX DEPUTES

Loi EGA : 6 mois de débats, 3 mois de préparation, 1 semaine pour donner un avenir aux agriculteurs bretons

Mesdames et Messieurs les député(e)s, la semaine prochaine, vous êtes appelés à traduire dans la loi les promesses du Président de la République de rééquilibrage des relations commerciales, afin d'assurer un meilleur retour de la valeur aux agriculteurs.

Cette loi doit fixer les bases d'une relation renouvelée et plus saine entre les différents maillons de la filière alimentaire. Vous ne devez pas oublier le premier objectif des Etats Généraux de l'Alimentation qui était d'améliorer le revenu des producteurs. Il doit rester le principal objectif de la loi !

Les derniers débats nous font craindre, au contraire, une dispersion des mesures, avec pour résultat plus de charges, plus de normes et, pour finir, moins de revenu. L'effet pour les consommateurs ne sera pas meilleur : rendre nos agriculteurs encore moins compétitifs et favoriser encore plus l'importation de viandes étrangères traitées aux facteurs de croissance, de produits bio traités aux phytos, et augmenter encore la part de volailles étrangères dans nos cantines ...

C'est la Bretagne qui a le plus à perdre d'une loi à l'origine louable, mais aujourd'hui complètement détournée de ses objectifs initiaux. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que le secteur agricole crée un tiers des emplois en Bretagne (emplois directs et indirects), 1^{ère} région productrice dans de nombreuses filières (viandes, œufs et légumes).

Nous vous demandons donc de prioriser la question du partage de la valeur dans cette loi. Nous vous demandons également de faire barrage à toute nouvelle norme créatrice de charges, ainsi qu'à toute disposition visant à interdire des modes d'élevages et qui ouvrirait grand la porte à nos concurrents étrangers. Cette loi doit amener plus de transparence sur la répartition des marges, restreindre la toute-puissance des GMS et améliorer le revenu des agriculteurs. La vie des territoires ruraux en dépend. La réponse aux demandes des consommateurs pour des produits d'origine française en dépend également.

Mesdames et Messieurs les député(e)s, la semaine prochaine, vous avez rendez-vous avec l'Agriculture ! Ne laissez pas les agriculteurs sur le bord du quai. Nous suivrons vos allocutions et prises de positions lors des débats avec la plus grande attention.

Contact : Fabienne COMBOT-MADEC - Tél : 06.87.24.49.58